

WIFIN INVESTMENTS S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
L-1320 Luxembourg, 90, rue de Cessange.

CONSTITUTION DE SOCIETE

Du 23 décembre 2016 - Numéro 1208/16

L'an deux mille seize, le vingt-trois décembre,

Par-devant Maître **Joëlle Baden**, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1- Madame Christine HO HIO HEN, dirigeante de société, née le 26 juillet 1972 à Bordeaux (France) demeurant à F-97233 Schoelcher, 62 rue Etienne Sicot,

2- Mademoiselle Myriam HO HIO HEN, dirigeante de sociétés, née le 17 juillet 1975 à Fort de France (France), demeurant à F-97233 Schoelcher, App 7-2 TGE Case Navire SCI Grand Large,

3- Mademoiselle Clara HO HIO HEN, dirigeante de sociétés, née le 25 mars 1979 à Schoelcher demeurant à F-97233 Schoelcher, rue des Moracées, Ravine Touza,

4- Monsieur Claude HO HIO HEN, dirigeant de sociétés, né le 06 décembre 1983 à Schoelcher France, demeurant à F-97200 Fort De France, 81 rue Condorcet, N°8 Clos de Bellevue,

5- Monsieur Thierry HO HIO HEN, informaticien, né le 19 mars 1985 à Fort de France (France), demeurant à F-75006 Paris, 15, rue d'Assas.

Etant tous ici représentés par Monsieur Pierre-Olivier WURTH, avocat, né le 03 décembre 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, en vertu de cinq procurations sous seings privés, lesquelles, paraphées « *ne varietur* » par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour

être formalisées avec lui.

Lesquels comparants tels que représentés ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

A. OBJET-DUREE-DENOMINATION-SIEGE

Art. 1 Il existe une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra établir des succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de « PECS » et des « warrants », et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales,

financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4 La Société est constituée sous le nom de « **WIFIN INVESTMENTS S.à.r.l.** ».

Art. 5 Le siège social est établi à Luxembourg.

Comme l'assemblée générale extraordinaire, le gérant ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, est autorisé à transférer le siège social d'une commune à une autre ou à l'intérieur d'une même commune et à faire modifier les statuts en conséquence.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. CAPITAL SOCIAL-PARTS SOCIALES

Art. 6 Le capital social est fixé à la somme de quinze mille euros (EUR 15.000.-) divisé en :

- deux cents (200) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement sous rites et libérées
- deux cents (200) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement souscrites et libérées ;
- deux cents (200) parts sociales de classe C d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement souscrites et libérées ;
- deux cents (200) parts sociales de classe D d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement souscrites et libérées ;
- deux cents (200) parts sociales de classe E d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement souscrites et libérées ;
- cinq cents (500) parts sociales de classe F d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement souscrites et libérées ;

Chaque catégorie de parts donne droit à une allocation de l'actif social lui correspondant. La catégorie F concerne les actifs communs à toutes les catégories. Les catégories A à E constituent chacune une allocation spécifique qui sera identifiée comptablement, juridiquement et financièrement.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de sa valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour

effectuer des distributions aux associées, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7 Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts.

Art. 8 Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Pour le reste, il est renvoyé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Art. 10 Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. GERANCE

Art. 11 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en six (6) catégories, nommés respectivement « Gérants de catégorie A », « Gérants de catégorie B », « Gérants de catégorie C », « Gérants de catégorie D », « Gérants de catégorie E », et Gérants de catégorie F ».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 12 Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants dont au moins un Gérant de catégorie F dans toutes les hypothèses. Dans l'éventualité où plusieurs catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie F, et de l'un quelconque des Gérants de catégorie A à E pour les décisions relevant des parts F relatives à la vie courante de la société ; par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie F et d'un Gérant de la catégorie correspondant à la catégorie dont il s'agit pour les décisions relevant des parts de cette catégorie spécifique (exemple gérant F et gérant A pour les décisions de la catégorie A ; gérant F et gérant C pour les décisions de la catégorie C, etc...).

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où plusieurs catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie F et un Gérant de catégorie de A à E devront être présents ou représentés.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie de A à E dans l'éventualité où plusieurs catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par « conference call » ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés

par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 13 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14 Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15 Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Art. 16 Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 18 Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. ANNEE SOCIALE - BILAN – REPARTITION DES BENEFICES

Art. 19 L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 20 Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Après dotation de la réserve légale, les associés détermineront comment le solde des bénéfices annuels nets sera employé en allouant tout ou partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à l'exercice suivant ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, et/ou les réserves

distribuables, chaque catégorie de part sociale donnant droit à la même proportion dans ces distributions selon son allocation d'actifs.

Chaque année où la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, à partir des bénéfices nets et des réserves disponibles issues de bénéfices non distribués, incluant toute prime d'émission, le montant attribuable à cet effet sera distribué suivant l'ordre de priorité suivant :

- Tout d'abord, les détenteurs de parts sociales de classe A auront droit, au maximum, pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale au bénéfice issu de l'allocation des actifs relatifs à la catégorie A; ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de classe B auront droit, au maximum, pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale au bénéfice issu de l'allocation des actifs relatifs à la catégorie B ; ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de classe C auront droit, au maximum, pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale au bénéfice issu de l'allocation des actifs relatifs à la catégorie C ; ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de classe D auront droit, au maximum, pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale au bénéfice issu de l'allocation des actifs relatifs à la catégorie D ; ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de classe E auront droit, au maximum, pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale au bénéfice issu de l'allocation des actifs relatifs à la catégorie E ; ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de classe F auront droit, au maximum, pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale au bénéfice issu de l'allocation commune des différentes catégories.

F. DISSOLUTION - LIQUIDATION

Art. 22 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 23 Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les

associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

L'intégralité des mille cinq cent (1500) parts sociales a été souscrite comme suit :

1- Mademoiselle Christine HO HIO HEN souscrit aux Parts Sociales suivantes :

- deux cents (200) parts de catégorie A
- cent (100) parts de catégorie F ;

2- Mademoiselle Myriam HO HIO HEN souscrit aux Parts Sociales suivantes :

- deux cents (200) parts de catégorie B
- cent (100) parts de catégorie F ;

3- : Mademoiselle Clara HO HIO HEN souscrit aux Parts Sociales suivantes :

- deux cents (200) parts de catégorie C
- cent (100) parts de catégorie F ;

4- Monsieur Claude HO HIO HEN souscrit aux Parts Sociales suivantes :

- deux Cents (200) parts de catégorie D
- cent (100) parts de catégorie F ;

5- Monsieur Thierry HO HIO HEN souscrit aux Parts Sociales suivantes :

- deux cents (200) parts de catégorie E
- cent (100) parts de catégorie F ;

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées, par des versements en numéraire de sorte que la somme de quinze mille euros (EUR 15.000.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2016.

FRAIS

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

RESOLUTIONS

Et aussitôt, les associés, tels que représentés, représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-1320 Luxembourg, 90, rue de Cessange.

2. Nomination des Gérants :

Gérant de Catégorie A :

Mlle. Christine HO HIO HEN, prénommée ;

Gérant de Catégorie B :

Mlle. Myriam HO HIO HEN, prénommée ;

Gérant de Catégorie C :

Mlle Clara HO HIO HEN, prénommée ;

Gérant de Catégorie D :

M. Claude HO HIO HEN, prénommé ;

Gérant de Catégorie E :

M. Thierry HO HIO HEN, prénommé ;

Gérants de catégorie F :

- M. Pierre Olivier Wurth, prénommé,
- M. Jean-Pierre Penning, né le 12 mai 1942 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper;
- M. Gennaro PIETROPAOLO, né le 22 septembre 1986 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper;
- M. Gilles APEL, né le 14 juin 1979 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 12, rue de Bitbourg,
- Mme Carla LEITE OLIVEIRA, née le 11 septembre 1975 à Fafe (Portugal), demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 12, rue de Bitbourg,

La durée du mandat des gérants est indéterminée

Dont acte

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P.-O. WURTH et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 29 décembre 2016

1LAC / 2016 / 41967

Reçu soixante quinze euros

€ 75,-

Le Receveur (s) MOLLING

- POUR EXPEDITION CONFORME -
délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 10 janvier 2017

Coût de cette expédition:

Timbres:	12,00 €
Rôles:	<u>14,88 €</u>
	26,88 €